

L'Alsace et les présidentielles

(Par Jean-Marie Woehrling) – On le sait, les mouvements régionalistes alsaciens, se sont divisés quant à l'attitude à adopter face aux élections présidentielles.

Ne parlons pas du petit groupuscule qui a appelé à voter Le Pen ; il est heureusement à tous égards insignifiant. Reste ceux qui ont opté pour Macron dès le premier tour et ceux qui ont préconisé l'abstention, le vote blanc ou nul, même au 2e tour.

Les deux tendances partageaient leur scepticisme à l'égard de Macron quant à son attention à la question régionale et plus particulièrement à la situation de l'Alsace ; elles étaient également incrédules quant à la volonté de celui-ci de remettre en cause la monarchie présidentielle.

Cette déception a conduit Unser Land à refuser ses voix à Macron même au 2e tour.

Divers autres courants, auxquels adhère l'auteur de ces lignes, ont par contre clairement opté pour le vote Macron pour les raisons suivantes : Macron était le seul candidat à s'être déclaré clairement et fortement européen. Pour un Alsacien conscient de l'identité de l'Alsace, cet aspect est fondamental. Au passage, est-ce par hasard qu'on a vu fleurir sur les murs de la Ville de Strasbourg des affiches rappelant le mot de Pflimlin « je suis Européen parce que je suis Alsacien ». Pour un Alsacien, l'avenir de l'Europe est plus important même que l'avenir de l'Alsace.

- Macron était le meilleur rempart contre le Front national. Or, l'alerte a été chaude, le danger considérable. Impossible d'accepter de jouer avec le feu quand on a une conscience historique de ce qui s'est passé en 1933. Élu, Le Pen n'aurait pas hésité à faire un coup d'État et d'entraîner le pays dans une guerre civile. Il était irresponsable dans ces conditions de se laver les mains et de laisser à d'autres le soin d'écarter la menace par le vote en faveur de Macron.
- L'abstention (ou le vote blanc/nul) n'est pas une solution politiquement efficace pour influencer les résultats du scrutin. Se priver de voix alors que l'on se plaint du caractère insuffisamment démocratique du système est paradoxal surtout de la part de mouvements politiques. De fait, l'abstention politique a été noyée dans l'abstention d'indifférence.
- L'élection de Macron ouvre une perspective de « désynchronisation » de la présidence et de l'Assemblée Nationale si celle-ci ne comporte pas de majorité clairement définie, ce qui peut ouvrir la voie à de nouvelles stratégies en faveur des régions.

Au plan des résultats du scrutin au niveau régional, aucune de ces deux tendances ne se manifeste clairement. Le vote d'abstention, de blanc ou de nuls n'est guère différent que dans le reste du pays (un peu plus de blancs et nuls et un peu moins d'abstention). Quant au vote Macron, il est un peu plus faible (5 points) que dans le reste du pays. Les appels des mouvements régionalistes ne se sont donc guère illustrés dans les urnes, face à d'autres facteurs plus déterminants.

Malheureusement, le fait marquant pour l'Alsace reste le fort vote Le Pen tant au 1er et au 2e tour. Certes, par rapport à la fin des années 1990, cette caractéristique alsacienne s'est fortement affaiblie : L'Alsace n'est plus en tête. Son vote « Front National » est dans la moyenne de la partie est de la France. On reste cependant frappé par l'importance de ce vote d'autant qu'il s'exprime de façon particulièrement forte dans les parties de la région les moins touchées par la francisation et la globalisation. Les villes ont voté Macron, les zones périurbaines Fillon et les campagnes ou les vallées Le Pen. Déjà au début des années 1990, nous avons dénoncé l'explication anti régionale et anti allemande consistant à expliquer le vote Front National par la mentalité « germanique » de la population alsacienne. Au regard de l'importance de ce vote dans de nombreux départements « bien français » le côté ridicule d'une telle explication est désormais patent. On reste cependant abasourdi que des « bons Alsaciens » attachés à leur région, à l'Europe, à notre tradition humaniste, votent Front national en si grand nombre, alors que ce parti est anti régional, anti européen, et dépourvu de compassion pour les situations humanitaires. Les explications se trouvent en Alsace comme dans le reste du pays dans l'incrédulité d'une masse croissante de citoyens face aux partis traditionnels, dans le sentiment de dégradation de la situation et dans l'inquiétude suscitée par une présence croissante d'étrangers. En Alsace, le sentiment d'une dégradation correspond à une réalité forte : certes notre situation économique n'est pas plus mauvaise que dans d'autres parties du territoire, mais nous sommes partis de plus haut et nous voyons que nos voisins eux réussissent bien mieux. Le problème n'est pas seulement matériel : beaucoup de personnes ont le sentiment d'une crise d'ordre culturel. C'est à raison que l'on parle d'un sentiment de malaise identitaire : en Alsace, ce malaise est double : il porte à la fois sur le niveau national et sur le niveau régional. Pour beaucoup d'Alsaciens complexés, le vote Front national leur donne la possibilité d'affirmer à la fois leur refus du système et leur fidélité à la France. À cet égard, ce vote retrouve les mêmes bases que le vote gaulliste : rejeter le système des partis et critiquer le pays tout en se référant à une légitimité nationale ; contester tout en faisant appel à l'autorité. Pour faire baisser ce vote, les arguments rationnels sont sans effet et les accusations de racisme contre productifs. Il faut redonner aux populations concernées fierté et confiance. La prise de conscience régionale peut être un moyen important à cet égard.

On l'a vu, cette élection présidentielle n'a guère été positive sur ce dernier plan. Théoriquement, les législatives offrent un meilleur contexte car le débat va être davantage localisé au plan des différentes circonscriptions législatives. Le grand nombre de candidats peut offrir des opportunités pour l'affirmation d'une revendication régionale. Les candidats devront cette fois clairement s'exprimer sur leur vision de l'avenir de l'Alsace. Contraints à la marginalité pendant les élections présidentielles, les partisans d'une Alsace Nouvelle doivent maintenant se faire entendre fortement et montrer qu'ils peuvent jouer un rôle d'arbitre dans bien des circonscriptions.